

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 09 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SILO DE LA MADRAGUE (Sté PANZANI)**

4 chemin du Littoral  
13002 Marseille

Références : D-1640-AIX-2023  
Code AIOT : 0006401656

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement SILO DE LA MADRAGUE (Sté PANZANI) implanté 4, chemin du Littoral 13002 Marseille. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SILO DE LA MADRAGUE (Sté PANZANI)
- 4, chemin du Littoral 13002 Marseille
- Code AIOT : 0006401656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo de la Madrague est une installation de stockage de céréales, grains et produits alimentaires en silos.

Les activités de cet établissement permettent l'approvisionnement en blé dur de la semoulerie du

Littoral et de la Semoulerie de Saint-Just.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale Silos 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Vérification après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est bien organisé pour les points contrôlés. Il a cadré les formations nécessaires pour chaque agent ou collaborateur et suit les dates de validité de celles-ci. Concernant la maintenance préventive, il a défini les gammes de maintenance et les fréquences associées et suit leur bonne réalisation. Tous les ans, il teste toutes les sécurités de chaque équipement. Pour la gestion des travaux, des plans de prévention sont renseignés ainsi que, en cas de nécessité, des permis feu. La vérification des installations électriques est effectuée et donne lieu à des réparations le cas échéant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

**Constats :**

L'exploitant présente un organigramme global du site daté de juillet 2023. Le responsable du silo est nommément désigné et possède un adjoint. Pour la maintenance, il y a un responsable maintenance et 3 techniciens.

L'exploitant présente le "manuel qualité et environnement" daté du 23 mars 2023. Ce manuel mentionne la rubrique 2160 comme référence et aborde notamment les mécanismes de fonctionnement du silo, les engagements de la direction, la politique QHSE avec 3 axes (sécurité, amélioration continue, approche environnement) et les responsabilités de chacun. Tous les 2 ans, une formation QHSE de l'ensemble du personnel du site ainsi que des dockers est dispensée. Le support de la formation 2023 est présenté, notamment les aspects liés à la sécurité via le tri des déchets, la surveillance des émissions de poussières et du bruit, et l'utilisation de produits les moins nocifs possibles. Un suivi des résultats QHSE (tableau de bord) est communiqué au site tous les mois. De plus, un audit trimestriel du site est réalisé par le service QHSE. Le rapport de l'audit de juin 2023 est présenté. Les points audités sont notés de 1 à 4 et peuvent donner lieu à un plan d'actions dont la bonne réalisation est par ailleurs suivie dans un tableau de suivi nommé "tableau d'amélioration continue".

Il existe également une procédure qui décrit les règles de la formation (PR ASQ 0 014). Elle traite du recueil des besoins en formation, des formations internes ou externes (habilitations électriques par exemple). Une commission formation se réunit tous les semestres pour suivre les formations et les habilitations de chaque employé (habilitations à jour etc).

Des formations spécifiques sur des thématiques particulières peuvent également être faites. L'exemple de la formation de la réception des blés du 06 décembre 2021 est présenté. Les dockers et le responsable du silo ont signé la feuille d'émargement de cette formation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 : Vérification après travaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention

**Prescription contrôlée :**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

**Constats :**

Toutes les consignes sont répertoriées dans le système qualité. L'exploitant présente la consigne CO ASQ 4 004 "consigne de sécurité, hygiène et environnement". Elle indique les règles générales de sécurité, les règles d'hygiène et de sécurité des personnes et les règles environnementales. L'exploitant présente également la consigne en cas d'incendie.

Concernant la réception des blés, il existe une consigne spécifique concernant l'humidité des blés. Il s'agit de la consigne CO ASQ 4 002 "consigne de réception blé / consigne de livraison blé" de décembre 2021. Cette consigne indique qu'au-dessus de 14% d'humidité, le blé est refusé. Entre 13% et 14%, les blés sont stockés dans des cellules avec un suivi thermométrique ou dans d'autres cellules mais moins de 24 heures. Le suivi thermométrique d'une cellule est présenté : il y a 7

capteurs de température. Pour le suivi, deux seuils de température sont définis ainsi que le delta entre deux mesures.

Tous les ans, toutes les sécurités de chaque équipement du silo sont testées par le responsable maintenance et ses techniciens ou le responsable du silo. Pour chaque équipement une procédure décrit comment réaliser ces tests. Le tableau de suivi de la réalisation des tests des dispositifs de sécurité est présenté. Par exemple, pour les élévateurs sont testés : l'arrêt d'urgence, le déport sangle, le contrôleur de rotation, le bourrage tête, l'asservissement. La procédure de test du contrôleur de rotation d'avril 2019 est également présentée et est valable pour les élévateurs, les transporteurs à chaînes et les transporteurs à bandes.

Concernant la maintenance, le document "préventif gamme de maintenance" est présenté. L'exemple des élévateurs est pris : pour chaque maintenance, une fréquence, une gamme de maintenance ainsi que la durée approximative de la réalisation de la maintenance sont définies. Le suivi de la bonne réalisation des contrôles selon les fréquences définies est réalisé au travers d'un tableau qui est également présenté.

Enfin, tous les jours, une ronde est effectuée : le responsable maintenance évoque le contrôle des éventuelles fuites, des dégagements de poussières etc. Le document de suivi de la semaine du 14 août 2023 est présenté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Maintenance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu

**Prescription contrôlée :**

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

**Constats :**

Un plan de prévention (PDP) est effectué pour toute opération sur site. Ce PDP est réalisé à partir d'une trame commune qui est le PDP général national inter-sites de février 2022. Ce document trace les coordonnées de l'entreprise extérieure et de son éventuel sous-traitant en indiquant le nom de chaque personne qui va intervenir, les dates d'intervention et de la visite d'inspection commune préalable. Il indique également l'organisation générale (moyens de protection et moyens de signalisation, consignes générales du site à respecter notamment les EPI, etc) et fournit une analyse de risques qui présente tous les risques possibles et les mesures de prévention à prendre. L'exemple du risque d'incendie ou d'explosion est présenté : les risques particuliers sont mentionnés par exemple les travaux par points chauds ainsi que les mesures de prévention comme la nécessité de faire un permis feu ou d'avoir des extincteurs adaptés. Ce document est rempli et signé conjointement par l'entreprise extérieure et l'entreprise utilisatrice.

Lorsque l'analyse de risques du PDP l'indique nécessaire, un permis feu est réalisé. Le permis feu du 10 juillet 2023 est présenté. Les personnes chargées du travail et de l'inspection du chantier y sont indiquées. Les informations suivantes sont également complétées : nature des travaux, matériels utilisés, moyens de lutte contre l'incendie, actions à faire en cas d'accident ou d'incendie. Les consignes de sécurité avant le travail, pendant le travail et après le travail sont



également sélectionnées dans des listes prédéfinies. Un dépoussiérage de la zone de travail dans un rayon d'au moins 10 mètres et une inspection 2 h après la fin des travaux sont notamment prévus. Un second permis feu rempli est également présenté : permis feu du 23/09/23.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b> Différents systèmes sont utilisés pour le dépoussiérage (aspiration haute et basse, éléments ponctuels sur les transporteurs...). Les défauts d'aspiration peuvent être repérés par un défaut d'intensité ou par une sonde de niveau. L'exploitant indique qu'il est impossible de démarrer l'installation si la ventilation ne fonctionne pas.  Par courrier électronique du 29 septembre 2023, l'exploitant a confirmé qu'un arrêt avec vidange du système est réalisé automatiquement lors d'un arrêt du système d'aspiration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Qualification d'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b> Toutes les bandes des transporteurs à bandes ont été changées entre 2015 et 2022 par deux fournisseurs différents. Les bandes installées sont non propagatrices de la flamme selon les normes ISO 284 et ISO 340. Les documents techniques ont été présentés à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les

canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

**Constats :**

La vérification des installations électriques est effectuée par l'Apave.

Le rapport de vérification (certificat Q18) fait par l'Apave le 09 juin 2022 est présenté. Le compte rendu de vérification associé indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Certaines observations sont tout de même indiquées. Ces observations donnent lieu à un plan d'actions dont leurs bonnes réalisations sont suivies dans un tableau de suivi présenté lors de l'inspection. Sur la dizaine d'observations, plus que 2 actions sont à réaliser.

Le rapport de vérification de l'Apave du 18 juillet 2023 est présenté et n'indique plus que les 2 observations de 2022 non encore traitées : absence de plaque signalétique et serrure à mettre en place et armoire à nettoyer (coffret machinerie). Le compte rendu de vérification associé du 18 juillet 2023 indique que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Le compte rendu Q19 de contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge réalisé par l'Apave le 23 juin 2023 est présenté. Ce compte rendu indique 2 observations de priorité 3. L'exploitant a effectué les actions correctives en juin 2023. Cela est tracé directement sur le rapport Q19 et est transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet